L'ABEILLE

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Je désire plus que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 17 JUILLET 1833.

Jours de publication :
LUNDI, MERCREDI & VENDREDI.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 17 juillet.

Le brick de guerre français la Bayonnaise, commandé par le lieutenant de vaisseau Decayeux, est arrivé à Pensacole le 10 de ce mois, en 15 jours de traversée de Véra-Cruz. Il annonce que la fièvre jaune et le choléra faisaient de grands ravages dans cette ville.

Le Silas-Richards, arrivé à New-York, a apporté des nouvelles de Liverpool du 24 mai et de Londres du 23 ; elles ajoutent peu de chose à nos précédents détails, si ce n'est la signature d'un traité préliminaire entre la Belgique et la Hollande, et un nouveau soufflet reçu par le gouvernement français, dans la défense faite à son ambassadeur l'archiduc grec d'entrer dans la mer de Marmara. Cette défense a été faite par l'ambassadeur russe à Constantinople ; et l'on y obéira sans broncher, on y obéira en sautant du pied contre un écolier que son maître envoie en message. C'est que la main doit brûler à tous les Français qui ne veulent que le déshonneur de leur pays !

On trouvera sous le titre extérieur la traduction des articles les plus importants.

Après un nouvel examen des journaux anglais apportés à Philadelphie, nous n'y trouvons rien d'intéressant en fait de nouvelles ; mais la pièce suivante, que nous traduisons en entier, mérite une attention particulière. Nous avons parlé longuement, il y a quelques jours, des scènes de contradiction directes avec celle des autres feuilles américaines ; nous tenons à prouver que ce n'est qu'après avoir consulté les feuilles anglaises les plus impartiales, que nous avons blâmé les assertions de la police ; on va voir que l'opinion du jury anglais dans cette affaire est exactement conforme à la nôtre.

REVUE DE SPITALFIELDS, A LONDRES.

Verdict du jury du Coroner dans l'enquête tenue sur le corps de Robert Cully, employé de la police, tué à l'assemblée de Spitalfields.

A cinq heures et demie le jury rentre dans la salle, le président-infor me le Coroner que les membres du jury sont d'accord sur leur verdict, qu'il lit dans les termes suivants :

"Nous trouvons le verdict *homicide justifiable*, par les raisons suivantes ; à savoir, que le fait est non plus qu'aucune proclamation n'ayant été faite par le peuple de se retirer, n'ait été fait ; que le gouvernement n'a pas pris les précautions convenables pour faire disperser l'assemblée en meeting, et que la coupable de la police a été *féroce, brutale, et non provoquée par le peuple* ; et en outre, nous exprimons l'ardent espoir qu'il l'avenir le gouvernement prendra de meilleures précautions pour prévenir le renouvellement de scènes aussi affligeantes dans le sein de la capitale." (Vifs applaudissements dans la salle.)

Le Coroner.—Je ne sais comment vous pouvez dire toutes ces choses sur les témoignages que vous avez entendus. Le seul témoignage qui vous prouve comment cet homme a été tué, est celui de cette jeune femme qui a vu donner le coup à un homme qui a cessé d'une manière horrible et nous effraie ; et comme il un membre quelconque du jury peut justifier un tel acte, c'est ce que je ne comprends pas. Pesez, messieurs, ce que vous examinerez de nouveau votre verdict. Voulez-vous pas ici pour juger la conduite d'autres personnes, soit du gouvernement, soit de la police. Dans mon opinion, ceci n'est pas un verdict. (On entend les cris : Oh, oh !) Non, ce n'est pas un. Ce n'est pas un homicide justifiable ; c'est un « bourre volontaire, commis par quelqu'un que vous connaissez ou que vous ne connaissez pas. (Nouvelles exclamations : Oh, oh !—On entend l'huissier de la salle commander le silence.)

Le président du jury.—Nous avons examiné patiemment notre verdict. Il y a eu conflit d'opinions entre nous ; mais nous avons compté avec soin nos opinions, et c'est là notre verdict consciencieux à tous ; il a été arrêté avec patience et avec soin, et après la plus mûre délibération.

Le Coroner.—Vous êtes appelés à dire comment Robert Cully a été tué, et la seule preuve que vous ayez à cet égard c'est le témoignage de cette jeune femme qui l'a vu frapper.

Plusieurs jurés.—Nous ne la croyons pas ; non, pas un de nous.

Le Coroner.—Et pourquoi ?

Un juré.—Parce qu'elle a été contredite par d'autres témoins. Elle a dit qu'elle avait parlé pendant deux minutes à l'inspecteur de police, et il a été prouvé par tous les autres témoins que cela était impossible. On lui a fait la leçon.

Un autre juré.—Certainement, la police lui a fait la leçon. —Elle a raisonné avoir fréquenté les hommes de police depuis ce jour. Pourquoi nous demander de donner un verdict contre notre conscience ?

Le Coroner.—Vous dites qu'il n'y a eu aucunes précautions. Je crois qu'on a pris beaucoup de mesures.

Un juré.—On n'a pris aucune mesure pour prévenir l'assemblée ; et les moyens employés pour la disperser sont honteux.

Le Coroner.—Ainsi, messieurs, votre verdict est, que le meurtre de Robert Cully est un homicide justifiable ?

Les jurés.—Nous le pensons.

Le Coroner, s'adressant au président du jury.—Eh bien, monsieur, prononcez tout le reste. (Le Coroner croise ici avec son rayon tous les mots qui suivent ceux-ci : *homicide justifiable.*)

Le président du jury.—Je ne puis consentir à cela, monsieur.

Tous les jurés.—Ni aucun de nous.

Le président du jury.—Devant Dieu et notre pays—sur notre sérieux serment, nous avons donné à cette question toute la considération dont nous sommes capables : et je déclare que je veux ai *rien contient le jugement* auquel nous nous sommes unanimement arrêtés. Si vous en retranchez une partie quelconque, ce n'est plus notre verdict.

Le jury.—Certainement non.

Le président du jury.—Nous vous avons dit notre verdict, mais nous ne prétendons pas y exprimer seulement que l'acte dont il s'agit est un homicide justifiable.

Le Coroner.—Eh bien, comme vous avez fait votre devoir en rendant un verdict par lequel vous justifiez un homicide d'en avoir tué un autre qui ne commettait aucune offense.....

Le président du jury, l'interrompant.—Si l'on eût pris des mesures convenables, en lisant le fait est en une proclamation on il n'en fut employé d'autres moyens, nous ne rendrions pas un verdict qui justifiât l'homicide. C'est pourquoi il serait fort dangereux de rendre public un tel verdict sont, parce qu'on pourrait croire que nous avons voulu justifier le meurtre d'un homme de police légalement employé.

Le Coroner.—Je crois que c'est là le fait.

Le président du jury.—Non, au contraire, nous voulons donner toute protection à la police.

Le Coroner.—Mais il n'y paraît guère dans ce que vous appelez votre verdict ; je ne crois pas que ce soit un bon verdict.

Plusieurs jurés.—Nous n'en donnerons aucun autre.

Le Coroner.—Ce n'est pas un bon verdict.

Un juré.—Eh bien, si vous ne voulez pas le recevoir, nous ferons mieux de nous renvoyer et d'appeler un autre jury.

Le Coroner.—Donnez-vous ces remarques comme une recommandation ? Mais vous trouvez chacun de faute et vous voyez partout la vengeance. Quelle raison y avait-il pour poignarder cet homme.

Un juré.—Vous n'avez pas qu'avant les coups de poignard et les coups de pierre, avant toute autre violence, un rassemblement pacifique de gens de police et frappe violemment d'abord, en disant à ceux qui le succèdent : "Maintenant, enfants, allez-y." Nous sommes d'opinion, d'après les témoignages, que c'est le cas en banque.

Le président du jury.—Nous n'avons reçu toutes vos notes, mais nous ne pouvons en venir à un autre verdict.

Après un délai d'environ un quart d'heure, un juré prend la parole et dit :

Eh bien, M. le Coroner, nous avons bien dévoué aussi longtemps qu'une assemblée de Quakers. Pouvons-nous nous retirer, et avons-nous encore quelque pouvoir à vous donner ? (Hilarité.)

Le Coroner.—Vous pouvez vous retirer quand vous voudrez et votre verdict.

Le président du jury.—M. le Coroner, nous nous sommes aussi rapprochés que nous le pouvions de l'opinion de la majorité ; nous nous sommes unanimement arrêtés à notre verdict, et nous ne pouvons en prendre aucun autre.

Le Coroner.—Maintenant que vous avez rendu votre verdict, le but était de renverser le gouvernement peut-être la révolution à cet égard ?

Le président du jury.—Non, monsieur ; loin de là ; nous sommes tous pères de familles, et nous avons chacun de la fortune dans le pays ; je crois qu'il n'y a aucun de nous qui n'ait quelque petite propriété. Nous sommes tous de la même opinion par l'inconvenance de ce meeting, et nous sommes loin d'autoriser les rassemblements de canailles. Si la police eût agi convenablement, nous nous serions tous présentés pour l'aider et la protéger à tout risque. (Ecoutez, écoutez, s'écrient les autres jurés.)

Le Coroner.—Mais on avait pris toutes les précautions.

Le président du jury.—Oh certainement, monsieur, on avait préparé des moyens de disperser le meeting, et dernièrement ces moyens ont-ils été employés ! Nous blâmons le gouvernement et la police, parce qu'aucune tentative n'a été faite pour prévenir le meeting.

Le Coroner.—On a affiché par toute la ville une proclamation qui défendait ce meeting.

Un juré.—Monsieur, je suis sous serment, et je vous dirai que j'ai vu afficher quelques exemplaires de cette proclamation mardi, le jour après le meeting. (Houte et hilarité.)

Le Coroner.—Au lieu de vous enquérir comment cet homme a été tué, vous jugez la police et d'autres personnes, pour des choses toutes différentes.

Le président du jury.—C'est la conduite de ces personnes qui justifie notre verdict.

Le Coroner.—Comment pensez-vous pouvoir justifier un homme pour le meurtre de cet employé de la police, qui n'offensait personne et qui donnait des avis à cette femme que nous avons entendue ?

Plusieurs jurés.—Son témoignage a été contredit—Elle n'est pas digne de foi.

Un juré.—Je l'ai vue boire du genièvre sur la terrasse de cette maison avec une foule d'employés de la police, avec lesquels elle raisonnait avoir été depuis le jour du meeting.

Un autre juré.—Elle y est encore à boire quoiqu'elle fût juré ce matin qu'elle était pressée de s'en retourner chez elle, parce qu'on lui avait ordonné de ne pas rester longtemps.

Le président du jury.—Nous ne pouvons donner aucun autre verdict. Nous sommes d'opinion que cet homme n'aurait pas perdu la vie si l'on eût pris des mesures convenables. Personne n'a vu porter le coup. Nous sommes d'opinion qu'il a été donné dans la confusion qu'a provoquée la violence de cet homme lui-même.

Le coroner.—Mais vous pouvez rendre un verdict consciencieux sans libeller personne.

Le président du jury.—Ce n'est pas un libelle. Le jury n'en a certainement pas fait un.

Cette conversation est encore suspendue pendant très longtemps ; et le Coroner et le jury gardent en silence leurs sièges. Quelques personnes sortent de la salle, et exclament à la foule qui est en dehors la nature de la discussion qu'on soutient dans la chambre d'enquête, ainsi bien que les termes du verdict. Aussitôt des applaudissements réitérés, aussi extraordinaires par leur force que par leur durée, se font entendre. Ces cris durèrent plus d'un quart d'heure, pendant lequel on ne put rien entendre dans la salle, de ce que le Coroner et le jury essayèrent à dire. Mais enfin, le bruit ayant cessé le président du jury s'exprime ainsi :

—Au nom des autres membres du jury, je répète que nous avons examiné notre verdict, que c'est celui en vertu duquel, d'après les témoignages, nous puissions nous croire à l'abri du reproche. Permettez, monsieur, que je vous réfère au témoignage de M. Goore. Vous vous rappelez le traitement qu'il a reçu, et les expressions remarquables dont il s'est servi, en disant que s'il eût eu une arme il se serait cru autorisé à s'en servir, et que quand il vit comment se comportaient ces individus, il leur aurait coupé les mains s'il l'eût pu.

Le Coroner garde le silence ; le jury fait entendre des murmures, et s'écrie : Renvoyez-nous, renvoyez-nous !

Un juré.—Dieu m'assiste, car je suis prêt à me trouver mal. Je jeûne depuis dix heures du matin ; je n'ai pris qu'un verre d'eau, c'est une honte de nous traiter de cette manière. Si vous ne voulez pas recevoir notre verdict, renvoyez nous ; car lors même que vous me tiendriez ici pendant un an, je ne pourrais, par respect pour mon serment, altérer ce verdict.

Tous les autres jurés.—Ni moi, ni moi !

Le Coroner.—Examinez de nouveau votre verdict.

Un juré.—Vous nous tenez-ici depuis une heure et demie sans motif. Si vous nous croyez incapables de rendre un verdict raisonnable, soumettez un jury plus capable.

Le Coroner.—Ainsi c'est là votre verdict, monsieur ?

Le jury.—Oui, oui, notre verdict à tous.

Le Coroner.—Certainement vous pourriez rendre un verdict justificatif, et dire que vous agissez ainsi par des raisons particulières à la cause ; mais il n'est pas juste de présenter ce verdict, qui calomnie des personnes que vous n'avez le droit de juger.

Un juré.—Nous avons donné nos raisons ; elles sont dans ce papier.

Le Coroner.—Votre verdict ne fait que mettre en cause la police et le gouvernement ; et aucune évidence ne peut nous porter à justifier le meurtre de cet homme. Le gens qui ont fait usage d'armes meurtrières, de stylets, de bâtons et de lances, comme vous l'avez vu, sont-ils innocents ?

Le président du jury.—Nous disons dans notre verdict sur quelles raisons nous nous appuyons pour justifier l'homicide. Nous ne mettons en cause ni la police ni le gouvernement. Nous espérons que notre verdict préviendra la négligence et l'inconduite qui ont fait rompre les bras et les têtes des paisibles citoyens de S. M.

Le Coroner.—Appelez-vous ces gens-là des sujets paisibles ?

Le président du jury.—Il a été *prouvé* qu'ils l'étaient. Nous n'en dirons pas davantage. Monsieur, enregistrez ce verdict, ou renvoyez-nous. (Le jury s'écrie avec force : Ecoutez ! Ecoutez !) Nous vous avons dit, monsieur, que nous n'y avons pas changé une lettre. Par égard pour notre serment, et pour notre devoir envers notre Dieux notre pays et notre roi, nous ne pouvons rendre aucun autre verdict. (D'autres jurés s'écrient ici à leur tour : Ecoutez ! Ecoutez !) Ne perdons pas plus de temps à cette insignifiante discussion, car nous y avons déjà passé près de deux heures. Nous sommes à jeûn depuis 10 heures du matin, et nous protestons contre ce traitement. Si vous ne voulez pas de notre verdict, agissez selon que vous en avez le pouvoir. Renvoyez-nous, et procurez-vous un jury plus capable, et que Dieu et notre pays jugent entre nous. [Applaudissements dans la salle, qui sont réprimés au dehors.]

Après une assez longue consultation, à voix basse, entre le Coroner, *son clerk*, M. McWilliam et le président du jury, le Coroner ordonne l'enregistrement du verdict, tel qu'il a été présenté d'abord, et tel que nous l'avons rapporté en commençant. Les dépositions, l'enquête et l'enregistrement sont alors terminés et signés.

Le Coroner.—Messieurs, je crois que votre verdict vous est agréable ; mais je vous remercie de la grande attention que vous avez donnée à cette affaire.

Le président du jury, en s'inclinant.—Nous vous remercions, monsieur.

Là dessus, un grand nombre de personnes qui se trouvaient dans la salle, laquelle était foulée à l'excès, s'écrièrent : "Bravo, jurés ! Puis de terribles applaudissements retentirent dans la salle et furent répétés au dehors par la foule, avec une force prodigieuse. Comme les jurés se retiraient, plusieurs personnes hâtèrent le pas pour aller au devant d'eux et leur serrèrent vivement la main. Dans différentes rues la foule fit retentir leurs noms et les couvrit d'applaudissements ; mais la police fut mise. Il était un peu plus d'onze heures quand la délibération fut terminée.

EXTERIEUR.

ANGLETERRE.—LONDRES, 22 mai.

Hollande et Belgique.—Un traité préliminaire a été signé hier par les plénipotentiaires de la Grande Bretagne, de la France et de la Hollande. Ce traité, par les dispositions qu'il contient, donnera beaucoup de satisfaction au monde commercial, bien qu'un grand nombre de ces penseurs politiques à la règle et au compas, qui pensent qu'une rupture avec la Hollande est en opposition directe avec l'esprit de notre institution nationale. Ce traité se compose de six articles ; par le premier, l'Angleterre et la France lèveront l'embargo dans leurs ports respectifs, et les mesures prises par suite pour interrompre la navigation de la mer hollandaise seront rappelées. Art. 2: les relations entre les parties contendantes reprendront la même attitude qu'avant l'expédition française en Novembre dernier, et le service des escadres française et anglaise cessera. Art. 3: la garnison hollandaise d'Anvers prisonnière sera renvoyée en Hollande. Art. 4: l'armistice entre la Hollande et la Belgique existera jusqu'à la conclusion de la séparation permanente. Art. 5: la navigation de l'Escaut sera ouverte jusqu'à la conclusion définitive du traité, mais soumise au tarif arrêté par le traité de Mayence.

—M. Mac, qui a présidé l'assemblée de Spitalfields, s'est sonnellement poignardé ; et n'ayant pu fournir le cautionnement demandé, il est détenu à la Maison de correction.

Douvres, 26 mai.

Hier la bateau-à-vapeur le *Britannia* et le navire le *Dart* sont arrivés à Ostende avec environ 200 jeunes gens, qui vont augmenter l'armée de don Pédro. Les officiers, qui étaient ici depuis neuf ou dix jours, attendent leur arrivée, ne sont heureusement accueillis dans les cafés et sont allés à bord ; ces navires ont remis alors à la voile, et, accompagnés du bateau-à-vapeur le *Wellington*, ils ont descendu le chenal.

FRANCE.—PARIS, 21 mai.

"La nouvelle du consentement du roi de Hollande à un armistice indéterminé, conformément aux Bases proposées par lord Palmerston et le prince de Talleyrand, a été reçue ici hier à et quoiqu'elle fut pleinement anticipée, elle a influé sur les fonds comme si elle eût été tout-à-fait imprévue. Les 5 pr. 0-0 ont monté de près d'un demi pour 0-0 ; les spéculateurs de la bourse montraient une activité peu ordinaire ; et divers bruits ont été mis en circulation dans le but de stimuler le marché. Entre autres choses on disait que le gouvernement avait reçu des rapports de Constantinople du 6 mai, date à laquelle il ne s'était rien passé qui pût faire douter de la ratification de la paix. Néanmoins, aucun des journaux ministériels ne parle de ces rapports, et je crains qu'on n'ait interprété trop favorablement le caractère négatif de cette nouvelle ; ce qu'on peut inférer et de la nature du bruit répandu à la bourse, et du silence des gazettes. La réponse définitive ou la ratification de Méhémet Aliboni dû arriver à Constantinople long-temps avant le 5, et si Ibrahim n'avait pas commencé sa retraite à la fin d'avril, c'est sans doute parce qu'il s'est élevé quelques nouvelles difficultés. Il est certain que le tendon sultan a subi un changement matériel depuis l'arrivée de ses nouveaux alliés les Russes ; et il paraît avoir l'intention, quel que soit le résultat définitif de la présence et des mesures de ses alliés, de profiter jusqu'au bout des avantages de la position forte dans laquelle ils l'ont placé momentanément.

PARIS, 21 mai.

Le bruit se répand que le mariage de la duchesse de Berry avec le comte de Lutchesi Palli en lieu à Massa, dans la chapelle du consulat d'Espagne, trois jours avant son départ pour Marseille.

—Le vicomte de Chateaubriand se rend à Prague. On dit qu'il est chargé d'une mission particulière, celle d'obtenir de la famille déchue son consentement à cet acte, malgré son mariage, la comtesse de Lucchesi-Palli conserve le titre, le rang et les honneurs d'une princesse du sang.

(*Temps.*)

—La *Gazette d'Augsbourg* du 17 mai contient une lettre du Belgrade du 6, qui annonce que l'escadre française qui s'assemble dans l'Archipel sera probablement obligée de stationner en dehors des Dardanelles, parce qu'on dit que l'ambassadeur russe s'oppose à ce qu'elle soit introduite dans la mer de Marmara.

Le même journal donne, sous la rubrique de Constantinople, les détails suivants sur les St.-Simoniens arrivés dans la capitale de l'empire turc :

—L'arrivée de quelques St.-Simoniens dans cette capitale, où ils viennent chercher la femme-libre pour la marier au père Enfantin, détache depuis quelques jours l'attention publique des événements politiques importants qui se passent en ce moment. Ces aventuriers, par leur costume ridicule et leur conduite, aussi bien que par les libertés qu'ils se sont permises avec quelques dames turques, ont donné au gouvernement tant de sujets de suspicion et de mécontentement, qu'il les a fait arrêter et conduire aux Dardanelles, d'où ils seront expulsés de l'empire ottoman. (*Galignani's Messenger*)

—Une compagnie anglaise a proposé au pacha d'Egypte la construction d'un chemin de fer entre le Caire et l'isthme de Suez.

—La compagnie de la navigation par la vapeur entre les Grandes Indes et l'Europe, fait construire par son agent Vegborn une espèce de caravansérail dans le désert entre le grand Caire et Cosseir, et une compagnie française traite en ce moment avec le pacha pour mesurer le détroit de Suez et y creuser un canal sur lequel pourront naviguer des bâtimens de 300 tonneaux. (*Gazette de Livourne.*)

—Les agens du don Pedro à Londres viennent de faire embarquer beaucoup de recrues dans le navire à vapeur de Gravesend à Rotherhithe : il va faire voile incessamment pour Porto. Ainsi ce que les recrues arrivent à bord on leur fournit de nouveaux vêtemens ; les agens ont aussi reçu ils étaient priés à recevoir plusieurs centaines d'hommes aux divers dépôts de Chelsea, Rotherhithe, Orchard-Street et Webminster, ils paraissent avoir beaucoup d'argent. (*Courier.*)

—Le *Moniteur Algérien* publie les détails suivans sur la manière dont la fête du Roi a été célébrée à Alger :

"Après les salves d'artillerie d'usage et parties à la fois des forts de la Casauba, des batteries du port et des bâtimens de guerre, l'état-major général de l'armée ayant à sa tête M. le lieutenant-général Voirol, s'est rendu à midi en grand cortége dans la belle plaine de Mustapha pour y entendre la messe militaire qui a été célébrée par M. le préfet apostolique et à laquelle ont assisté les principales autorités de la régence, placées au milieu de la garde nationale et des corps de toutes armes.

"La musique militaire, le bruit de canon, un temps admirable ont concouru à l'éclat d'une de ces cérémonies d'autant plus recherchées qu'elles sont rares, et qu'on ne peut en jouir qu'aux années où dans les champs de manœuvres. On s'est aperçu à l'affluence de spectateurs qu'avait attirés celle de Mustapha que le général Voirol a terminée par une revue générale.

"A trois heures, à la Marine, des jeux nautiques sont venus faire diversion. A quatre heures, d'autres jeux, des mâts de Cocagne, des divertissemens de toute espèce ont converti la grande place Bab-el-Oued en une belle foire où tout le monde s'est porté, et qui rappelait à nos souvenirs ce carré Marigny, théâtre ordinaire et obligé de nos fêtes populaires. Mais la diversité des danses de tant de nations, espagnoles, mauresques, arabes, maltaises, juives, mêlées aux danses françaises ; mais la variété, la bizarrerie des costumes, les dans particulières des nègres du grand désert, leurs jeux, leurs gestes, ces plaisirs de contrées inconnues, et dont nous n'avons pu voir de simulacres que dans nos ballets, ont donné à la fête d'Alger une physionomie tout-à-fait à part, et qu'il serait impossible de retrouver ailleurs. Puis, çà et là, pour compléter le tableau, quelques indigènes, drapés à l'antique, assis sur des décombres et dominant ce monde qui s'agitait au-dessous, immobiles, suivaient de l'œil cette réunion, ces cris, ce peuple d'un autre hémisphère et encore nouveau pour eux.

"A huit heures et demie du soir, à l'arrivée du général Voirol, l'artillerie a tiré un élégant feu d'artifice, que, malgré la modestie de M. le colonel-directeur, nous prétendons à appeler de ce nom.

"Toutes les terrasses de la ville s'étaient alors garnies de curieux et de lumières ; maures et mauresques y avaient pris place ; le spectacle avait alors quelque chose de ce caractère oriental si affrayant pour nous.... Mais Européens et indigènes sont restés, à la fin, donnés et charmés de cette journée, qu'ils n'oublieront ni les uns ni les autres.

"En rentrant en ville, la foule, à la porte Bab-el-Oued, était immense. C'était une des grilles des Tuileries après le feu d'artifice du Pont-Tournant."

—On lit dans le *Patriote franc-comtois*, du 7 mai :

"M. Allard, sous-préfet de Montbéliard, vient d'être destitué. Voici les faits qui ont motivé cette mesure ; ils appelleront l'indignation de tout ce qui a conservé l'homme, sur ceux qui n'ont pas rougi de la proposer :

"La position des Polonais en Suisse est assez connue : plusieurs voulurent rentrer sur le territoire français ; la frontière leur fut défendue, et nos soldats, les larmes aux yeux, dirent aux Polonais : *Retirez-vous !* La misère de ces illustres exilés déchirait le cœur de tous ceux qui les approchaient. M. Allard ne put se défendre du sentiment humain qui dit à l'homme : *Aide ton frère* ; il dépassa la frontière, fut dénoncé aux Polonais, leur parla de l'humanité du gouvernement, parce qu'il le jugeait d'après son cœur, et engagea ces malheureux proscrits à présenter une demande afin d'obtenir leur rentrée en France. C'était la pensée, le désir d'un homme de bien, c'était croire à l'humanité, à la pitié, nous devions dire à la justice de nos gouvernans ; ils ont voulu le punir de les juger tels ; *il est destitué.*

Cette destitution, arrivée samedi à Besançon, n'a point encore paru au *Moniteur*. Est-ce que les observations du préfet du Doubs auraient réveillé chez MM. les ministres une *quasi-pudeur* ? Nous n'osons le croire.

—On connaît le débat qui s'est élevé entre Marie-Louise et la famille de Napoléon, à l'occasion des armes de Pempereur. Un mémoire a conséquent été rédigé par Me. Parorini, et des consultations ont été délibérées par MMes. Odilon-Barrot, Philippe Dupin, Paillet, Plougoulm, Lacoste, Chaix d'Est-Ange, Boque, Crémieux, Coffinières, Delangle, Moulin, Hennequin, Colmet-d'Ange, Baroche, Jollivet, Franque, Cromeux, Boudet, Conflans, Rouhier, Marie, Lafargue et Frédérich, tous avocats à la cour de cassation et à la cour royale. Me Parquin, bâtonnier de l'ordre, a donné sa sanction aux opinions de ses nombreux confrères, qui tous s'accordent à penser que Marie-Louise n'a aucune prétention fondée sur les armes du grand homme dont elle porte le nom.

Les armes de Napoléon appartiennent donc à sa propre famille, qui a, dès le principe, exprimé l'idée d'en faire hommage à la France. Cette idée est aujourd'hui confirmée par une lettre du frère aîné de l'empereur aux auteurs des consultations, datée de Londres, le 29 avril 1833. Il déclare dans cette lettre que ces consultations lui paraissent des décisions que ne sauraient infirmer ni le public ni les tribunaux, et il émet le vœu que les armes de Napoléon soient appendues à la colonne nationale, par le général Bertrand, et confiées à la garde du peuple de Paris.

IAMBE V.

I.

Dans le pays de France aujourd'hui que personne
Ne peut chez soi rester en paix,
Et que de toutes parts l'ambition bourgeoise
Sur les crânes les plus épais,
Tout est en mouvement sur la place publique,
Le verbe lâche et le cœur plein,
Chacun bourdonne autour de l'œuvre politique;
Chacun y veut mettre la main.
Là, courent tous les gens de bras et de parole,
Poète, orateur et soldat;
Tout ce qui veut paraître et jouer quelque rôle
Dans le grand drame de l'état;
Tout, dès-lors, carrefours abonde sur la place,
Et hâletant, presse le pas,
Tout sur la noir pavé se précipite en masse,
Et vers le peuple tend les bras.

II.

Certes le peuple est grand, quoiqu'haut que sa tête
A coussé ses mille festins;
Que, fourmage d'un, corps de robuste athlète,
Il peut s'appuyer sur les reins;
Il est beau ce colosse à la mâle carrure,
Ce vigoureux porte-haillons,
Ce sublime manœuvre à la veste de bure,
Teinte de sang des bataillons;
Ce suprême manœuvre à la veste de bure,
Qui, par un ciel étouffant
Sur les larges [illegible] vers fait bondir les coursiers
Comme le sureau d'un enfant.

Mais c'est pitié de voir, avec sa tête rase,
Son corps sans pourpre et sans atour,
Ce peuple dominateur, comme ceux qu'il écrase,
Chasmer les rois, avoir sa cour;
Oui, c'est pitié de voir, à genoux sur sa trace,
Un troupeau de traîtres humains
Lui prêcher chaque jour toute les noms à la face,
Et ne jamais lâcher ses mains;
D'entendre autour de lui maillé bouches sacrilèges
Souillant le nom de citoyen,
Lui dire que le sang orne des mains vulgaires,
Et que le rouge lui va bien;
Que l'inflexible loi n'est que son vain caprice,
Que la justice est dans son bras,
Sans craindre qu'on ses mains l'arme de la justice
Ne soit l'arme des scélérats.

III.

Est-ce donc un besoin de la nature humaine
Que de toujours courber le dos?
Faut-il au peuple aussi faire une idole vaine,
Pour lui jeter de vains propos?
A peine relevé faut-il qu'on se rabaisse?
Faut-il oublier avant tout,
Que la liberté sainte est la seule déesse
Que l'on n'adore que debout?
Hélas! nous vivons tous dans un temps de risères,
Un temps à nul autre pareil,
Où la corruption mange et ronge sur terre
Tout ce qu'en tire le soleil;
Où dans le cœur humain l'égoïsme déborde,
Où rien de bon n'y fait séjour;
Où partout la vertu montre bientôt la corde,
Où le héros ne l'est qu'un jour;
Un temps où les sermens et la foi politique
Ne soulèvent plus que des ris;
Où le sublime autel de la pudeur publique
Jonche le pied de ses débris;
Un vrai siècle de boue, où, tous tant que nous sommes,
Chacun se vautre et se salit;
Où, comme en un linceul, dans le mépris des hommes,
Le monde entier s'ensevelit.

IV.

Pourtant, si quelque jour de ces fangeux abymes,
Où nous roulons aveuglément,
De ce chaos immense où les astres sublimes
Apparaissent si rarement,
Tout d'un coup, par hasard, s'il en surgissait un,
Au large front, au bras charnu;
Une âme tout en fer, sans peur à la tribune,
Sans peur devant un glaive nu;
Si cette âme, en un mot, saisissant le vulgaire,
Et le frappant du sont éclat,
Montait avec l'appui de la main populaire
S'asseoir au timon de l'état,
Alors je lui crierais de ma voix de poète
« Et de mon cœur de citoyen:
Homme placé si haut, ne baisse pas la tête,
Marche, marche, et n'écoute rien!
Laisse le peuple en bas applaudir à ton rôle,
Et se repaître de ton nom;
Laisse-le te promettre un jour même l'épaule
Pour te porter au Panthéon!
Marche! et ne pense pas à son temple de pierre;
Souviens-toi que, changeant de goût,
Sa main du Panthéon peut chasser ta poussière,
Et la balayer dans l'égout!
Marche pour la patrie, et, sans qu'il nous en coûte,
Marche en ta force et le front haut;
Et dût ton pied heurter, à la fin de ta route,
Les planches de quelque échafaud;
Dût ton front de génie et ta tête sublime
Tomber enfin avec le jour,
Du peuple, quel qu'il soit, ne cherche que l'estime,
Ne redoute que son amour!....

V.

La popularité!—c'est la grande impudique
Qui tient dans ses bras l'univers,
Qui, le ventre au soleil, comme la nymphe antique,
Livre à qui veut ses flancs ouverts!
C'est la mer! c'est la mer!—d'abord calme et sereine,
La mer aux premiers flux du jour,
Chantant et nourrant comme une jeune reine;
La mer blonde et pleine d'amour;
La mer baisant le sable, et parfumant la rive
Du baume enchanteur de ses flots,
Et berçant sur sa gorge ondoyante et lascive
Son peuple brun de matelots;
Puis la mer furieuse et tombée en démence,
Et du sein lit silencieux
Se redressant géante avec sa tête immense,
Et tordant ses bras dans les cieux;
Puis courant ça et là, hurlante, échevelée;
Et sous la foudre et ses carreaux,
Bondissant, mugissant dans sa plaine salée,
Comme un combat de cent taureaux;
Puis, le corps tout blanchi d'écume et de colère,
La bouche torse et l'œil errant;
Se roulant sur le sable, et déchirant la terre,
Avec le sable d'un mourant;
Puis, expirée la bouchante; enfin, laisse de rage,
N'en pouvant plus, et sur le flanc
Retombant dans sa couche, et jetant à la plage
Des têtes d'hommes et du sang!

Février 1831 ARMAND BARBIER.

Décédé hier à 3 heures, d'une attaque d'apoplexie, M. VINCENT RILLIEUX. Ses amis et connaissances sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu ce matin à huit heures. Son corps est exposé chez M. H. Landreaux, rue Royale entre Ste. Anne et Dumaine.

Liste Maritime.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

ENTRÉES.

Navire America, Kettson, Portsmouth, Capitaine.
Navire Republic, Coffin, Newburyport, L. H. Gale.
Brick Rhoderick Dhu, Wescott, Boston, Capitaine.
Brick Nile, Aizins, Havane, F. Tio.
Goël. Zanbuca, Cunningham, New-York, Zacharie & co
Navire Sarah Parker, Wert, Portsmouth, Capitaine.
Goël. Lendrum, Amet, Mobile, Capitaine.

ARRIVAS.

Brick Pilgrim, Page, de New-York.
Brick Peruvian, Churchill, de New-York.
Brick Garnet, Burgess, de Boston,
Goëlette Prueba, de la Havane,
En déhors de la barre, navire Majestic, de Liverpool.

TRAITES sur l'Angleterre, à vendre par
17 mai BENJ. BOOTH & CO.

TRAITES sur Paris, à vendre par
17 juil FR. PERRET, 59, rue Toulouse

AVIS.—Le soussigné a arrêté entre les mains d'un nègre esclave, une montre d'or déjà ancienne et qui l'on suppose avoir été volée. Elle sera remise à toute personne qui la réclamera en la désignant exactement et en payant les frais du présent avis. J. MACE,
Horloger, rue de Chartres, No. 162, enclenture Toulouse. 17 juillet—3

LES soussignés ayant formé une société sous la raison de Henry & Lauranz, depuis le 1er. juillet courant, donnent avis au public et à leurs amis en particulier, qu'ils auront constamment un bel assortiment de comestibles et marchandises sèches. Ils feront tout leur possible pour satisfaire aux demandes de leurs amis de la campagne, qui voudront bien les honorer de leur confiance. Leur magasin est situé rue St. Pierre, vis-à-vis la place d'armes. F. HENRY,
17 juillet—3 W. LAURANZ.

PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Preuves
Vente par le Régistre des Testamens.—Mardi, 30 du courant, à 10 heures du matin, il sera vendu dans la rue des Magasins, entre les rues Poydras et Girod, pour compte de la succession de feu James McKanna, une quantité de boucauts, barils, barillets, cercles, outils &c. composant une boutique de tonnelier. *Conditions* : Comptant.
Par ordre de la Cour,
17 juil W F C DUPLESSIS, reg

AVIS.—Nous donnons par le présent avis que M. J. An. Chs. Delvigne est autorisé à transiger pour notre maison.
17 juillet E. JOHNS & Co.

VIN DE MADÈRE.—Garanti pur, vieux et de qualité supérieure. A vendre par
17 juillet—6m HARRISON, BROWN & Co.

3000 LIVRES Clous d'un pouce à un pouce un huitième, et grands Clous de quatre à sept pouces et demi, récemment reçus et à vendre par
17 juillet rue Royale, No 117

ETOFFES imprimés.—600 pièces Etoffes imprimés, propres aux mirochés mexicains, ayant droit au débarcature, récemment reçu et à vendre par
HARRISON, BROWN & Co.
17 juillet rue Royale, No 117

DANS LA COUR LE DISTRICT.—*W. L. Roberson* contre *Jas. Flood*—En vertu d'un ordre de vente faciès à moi adressé, il sera vendu au café de la Nouvelle Bourse au coin des rues de Chartres et St. Louis, le Lundi 5 Aout prochain, à une heure P. M. une certaine négresse nommée Lucy, avec son enfant âgé d'environ six mois. Saisie dans l'affaire ci-dessus.
17 juillet—8s G. W. MORGAN, shérif.

COUR DE PAROISSE.—Nicolas Noël Destréhan *contre* les héritiers d'Adélaïde Lepassier f. de c. l.—En vertu d'un ordre de saisie et de vente à moi adressé, il sera vendu au café de la Nouvelle Bourse au coin des rues St. Louis et Chartres, le lundi 22 juillet, à 1 heure de l'après-midi, deux lots de terre, N° 9 et 10, sur un plan dressé par Joseph Pilié, voyer de la ville, daté du 7 juin 1828; les lots sont situés dans le faubourg Franklin en cette ville, le N° 9, mesure 46 pieds 9 pouces de face à la r